

Anderlecht et le stade national: les raisons d'une menace

■ Le Sporting joue au poker dans ses négociations avec le constructeur. Raflera-t-il la mise ?

Coup de tonnerre dans le ciel bruxellois. Hier matin, le Sporting d'Anderlecht relayait une décision relative au futur stade national prise la veille par son conseil d'administration. Celui-ci "a évalué de manière approfondie tous les éléments du dossier actuel et il a ensuite décidé que celui-ci n'était plus conciliable avec sa vision du développement à long terme du club, annonçant le RSCA. Le club va cependant continuer de travailler afin de disposer d'installations modernes dans lesquelles les supporters pourront encourager leur équipe favorite dans les meilleures conditions".

En clair, le club renonce à être locataire du futur stade national dont la construction doit permettre à Bruxelles de participer à l'Euro 2020 des villes. Cette prise de position a pour effet de tuer dans l'œuf le projet (plus de 60 000 places) projeté sur le parking C du Heysel. Celui-ci avait pourtant fait l'objet d'un accord entre la Ville de Bruxelles, le club et le consortium Ghelamco-Bam. Le projet a, par ailleurs, été soumis à enquête publique auprès de la commune de Grimbergen sur le territoire de laquelle le parking est situé. Ce revirement a évidemment pour effet de relancer l'idée de rénover le stade Roi Baudouin. Pour rappel, la Ville de Bruxelles souhaite le raser afin de construire du logement et des équipements dans le cadre du réaménagement du plateau du Heysel.

Remettre tout le monde à table

Vendredi, l'échevin des Sport de la Ville de Bruxelles, Alain Courtois (MR), relativisait l'événement, parlant d'un épisode de plus dans l'avènement du projet. "C'est un problème financier, on trouvera une solution, il faut remettre tout le monde autour de la table", confiait-il. Dans le même temps, le porte-parole du Sporting laissait entendre que la porte de la négociation n'était pas fermée. Impression donnée: un nouveau coup de com destiné à réduire le montant du loyer que Ghelamco réclame au club pour occuper le stade. Quatre grandes questions se posent sur ce dossier.

1 Pourquoi Anderlecht hésite-t-il tellement à aller à Grimbergen ?

"Le projet n'est pas à portée d'Anderlecht, ni financièrement, ni structurellement", a précisé via Belga David Steegen, porte-parole du Sporting d'Anderlecht. "Nous avons le devoir de rester rationnels dans cette affaire. C'est l'avenir du club qui est en jeu et vous pouvez dès lors évaluer l'importance de la décision finale qu'il faudra un jour prendre..." Pour cause ce déménagement est un engagement pour les 30 ans à venir, ce qui explique, pour nombre d'observateurs, les atermoiements du club. Trois éléments le font hésiter. Premièrement, le montant du loyer que Roger Vanden Stock, président du Royal Sporting Club d'Anderlecht (RSCA) jugeait "inédit en Europe" il y a quelques mois. Le chiffre qui circule: 11 millions d'euros par an. Deuxièmement, le timing excessivement serré du projet. Le planning de la construction doit être finalisé pour le mois de décembre si l'on veut que le stade soit construit en juillet 2019 comme l'exige l'UEFA. Compte tenu des procédures urbanistiques, pas forcément rapides en Belgique, le moindre problème peut compromettre la viabilité du projet. Un risque qui fait peur à Anderlecht. Troisièmement, le Sporting n'est pas en mesure de remplir un stade de 60 000 places à chaque match à domicile, ce qui n'est pas excellent pour son image même si des dispositifs techniques peuvent masquer des gradins vides.

2 Pourquoi un éventuel désistement d'Anderlecht compromet-il le projet du stade national ?

Il faut être clair: si Anderlecht ne vient pas à Grimbergen, le nouveau stade national ne se construira pas. Sans la présence d'un club locataire, le projet n'est pas rentable et le Sporting est le seul, à Bruxelles, à avoir la carrure suffisante pour ce type de stade. D'après nos informations, la porte est toutefois loin d'être définitivement fermée. Anderlecht et Ghelamco, le constructeur du stade, se parlent toujours. Il faut, en fait, voir cette sortie médiatique d'Anderlecht comme une stratégie de négociation pour faire baisser les prix de location du futur stade.

3 A quel jeu joue Anderlecht ?

C'est la grande interrogation de cette affaire. Depuis le début du dossier, le plus grand club de football en Belgique peine à montrer son enthousiasme à l'idée de déménager en dehors d'Anderlecht. Le Sporting joue ainsi un double jeu depuis le départ: tout en annonçant un préaccord avec Ghelamco, le club négocie avec sa commune mère. Le Sporting est en position de force dans ce dossier. Sa participation au projet du stade national est indispensable et le club dispose d'un projet alternatif: l'agrandissement de ses installations au parc Astrid. La commune d'Anderlecht a d'ores et déjà donné son accord pour la construction d'un anneau de gradins supplémentaire qui ferait passer la capacité du stade Constant Vanden Stock de 21 500 à 33 000 places. Il manque un

permis d'environnement à délivrer par la Région bruxelloise pour entamer les travaux. Celui-ci est à l'étude, nous assure-t-on à la Région. Certains évoquent aussi un autre point: Anderlecht aurait mal digéré le fait que ce soit le Flandrien Ghelamco et non le Bruxellois Besix (impliqué dans le projet d'agrandissement), le partenaire historique du RSCA, qui ait été sélectionné pour la construction de ce stade. Certains évoquent cette théorie: en se brouillant avec Ghelamco, le Sporting essaierait de remettre le constructeur Besix dans la course.

4 L'option d'un stade Roi Baudouin rénové sera-t-elle finalement retenue ?

Ce coup de froid médiatique entre les deux principaux acteurs du stade de Grimbergen fait le bonheur des partisans de la réhabilitation du stade Roi Baudouin. Ces derniers sont unanimement remontés au créneau ce vendredi, en estimant que redonner un coup de neuf au "vieux" stade national, et par la même occasion "sauver" le Memorial d'athlétisme Ivo Van Damme, était la seule option valable. Mais il est sans doute encore trop tôt pour affirmer que le stade de Grimbergen est définitivement condamné.

M. Co. et R. Meu.

"Le projet n'est pas à portée d'Anderlecht, ni financièrement, ni structurellement."

DAVID STEEGEN

Porte-parole du Sporting Club d'Anderlecht.

Réactions

► **Rudi Vervoort, ministre-Président**

bruxellois (PS) : *“Les autorités bruxelloises, maîtres et responsables du destin du développement de la Capitale, répètent ensemble que l’avenir du stade Roi Baudouin n’est pas négociable : il n’a pas sa place dans un quartier de ville qui a vocation à poursuivre son développement.”*

► **Joëlle Milquet, chef de groupe CDH, et Hamza Fassi-Fihri, conseiller communal CDH de la Ville de Bruxelles :** *“Cette décision est une véritable bombe dans ce dossier, qui avait déjà mal commencé quand la Ville a renié une première fois sa parole de ne pas injecter de fonds publics dans son financement, il y a à peine trois mois.”*

► **Fabian Maingain (FDF) :** *“C’est une gifle adressée à Alain Courtois. Si le scénario d’un nouveau stade devait être définitivement abandonné, il faudrait alors envisager, au plus vite, la rénovation du stade Roi Baudouin.”*

► **Michael François, opposition**

Ecolo/Groen à la Ville de Bruxelles : *“Nous assistons sans doute, une fois de plus, à une phase de dramatisation pour améliorer les conditions du contrat. C’est une véritable prise d’otage de la ville facilitée par elle-même. On parle de sommes furmineuses et qui impactent directement les finances de la Ville; il serait temps de remettre les compteurs à zéro et analyser sereinement toutes les options possibles.”*

► **René Collin (CDH), ministre des Sports à la Fédération Wallonie-Bruxelles :**

“Il est temps que les autorités bruxelloises réunissent rapidement autour d’une table les acteurs concernés afin d’examiner la piste essentielle à suivre dans ce dossier, à savoir la réhabilitation du Stade Roi Baudouin afin d’y permettre la tenue de grands événements sportifs et culturels. Pour le Ministre Collin, le bricolage de ce dossier a déjà fait perdre assez d’argent, de temps et d’énergie au mouvement sportif. Il est temps de retrouver le chemin du bon sens.”

11

MILLIONS D’EUROS PAR AN

Le loyer annuel demandé au Royal Sporting Club d’Anderlecht avoisinerait les 11 millions d’euros. C’est trop pour Anderlecht qui met la pression sur le constructeur pour revoir à la baisse ce prix.